LeJournaldesdécideurs

# L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC -N°0282 du Jeudi 22 Avril 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com

**Bourse Uemoa**

## La BRVM ouvre sa séance du Jour

*La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...* • *(Page 07)*

**Sommet Climat de Biden**

## Xi Jinping accepte l'invitation

*À son sommet international sur le réchauffement climatique, le président ...* • *(Page 08)*

**Impôt sur la fortune**

## Retour en grâce à la faveur de la crise

*Avec la crise sanitaire, les propositions pour taxer les grandes fortunes se multiplient, pour renflouer les caisses et ...* • *(Page 08)*

**Enlèvement des marchandises**

• *(Page 03)*

# 100% digital au Port Autonome de Lomé

**Assemblée nationale**

• *(Page 04)*

# Vote de la loi portant code de procédure civile

**Opportunités d'affaires au Togo**

## PORTOFOLIOS SARL appuie les opérateurs économiques

*Les responsables de PORTOFOLIOS SARL ont présenté des opportunités d'affaires en Turquie ...* • *(Page 02)*

**Vaccination contre la COVID-19**

## L'UE décaisse 100 millions d'euros pour l'Afrique

*En vue de soutenir les campagnes de vaccination contre la COVID-19 en Afrique, l'Union Européenne (UE) a ...* • *(Page 04)*

**Journée mondiale de la terre**

## La CEA pour une relance verte face à la COVID-19

*Le premier rapport sur la relance face à la COVID-19, de la Commission économique pour l'Afrique ...* • *(Page 06)*

**Anti Covid-19**

## Le Togo attend 3 millions de doses de vaccin

*Démarré depuis le 10 mars 2021, la campagne de vaccination contre la covid-19 se poursuit au Togo. Dans ...* • *(Page 11)*

SETIF - TOGO Sarl - U
Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export
Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP
(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO
togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg
...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

## Opportunités d'affaires au Togo

# PORTOFOLIOS SARL appuie les opérateurs économiques

***Les responsables de PORTOFOLIOS SARL ont présenté des opportunités d'affaires en Turquie aux opérateurs économiques togolais ce mardi 20 Avril 2021 à la Chambre du Commerce et de l'industrie du Togo (CCIT) à Lomé.***

*• Bernard AFAWOUBO*

Au Togo, les opportunités d'affaires se multiplient, ainsi, l'ouverture d'une ambassade de la Turquie à Lomé, est une aubaine pour le pays de Faure Essozimna Gnassingbé de faire des affaires avec le pays de Recep Tayyip Erdogan. C'est dans l'optique de présenter les opportunités en Turquie aux opérateurs économiques togolais que les premiers responsables de PORTOFOLIOS SARL ont rencontré les professionnels des médias ce mardi 20 Avril à Lomé. Bénéficiant d'un accueil favorable auprès de la Turquie, PORTOFOLIOS SARL compte accompagner la vision des autorités togolaises qui consiste à ouvrir le pays aux investisseurs. Cet accueil a permis à une vingtaine d'opérateurs économiques togolais de participer au Forum des industries de la coopération mondiale tenu le 24 mars dernier à Ankara. « En marge de ce forum, nous avons eu l'occasion d'échanger avec des opérateurs économiques turcs lors des rencontres B2B. Ce qui nous a permis de nouer de nouveaux partenariats, d'obtenir des accords d'investissements de projets », a déclaré Delph Lawson Directeur général de PORTOFOLIOS SARL. A en croire, le Directeur général de PORTOFOLIOS SARL, les opérateurs économiques turcs disposent d'une véritable expertise dans le secteur agricole, de l'industrialisation des villes et la construction de grands édifices. « La Turquie est aujourd'hui, l'un des principaux fabricants dans le secteur tels que le textile, la construction, l'agroalimentaire, l'automobile, les meubles, les mines, les machines et intrants agricoles », a-t-il indiqué avant d'ajouter : « Ces opérateurs sont prêts à investir dans ces secteurs économiques dans notre pays ». Pour mieux s'inspirer du modèle turc, PORTOFOLIOS SARL a créé en collaboration avec les industriels et partenaires turcs, l'organisation dénommée : « BOSPHORUS TRADE CENTER ». Les opérateurs économiques sont invités à se rapprocher de l'organisation pour découvrir davantage les opportunités qui s'offrent à eux. « Cette organisation va permettre d'améliorer les relations commerciales et économiques entre notre pays et la Turquie, d'attirer les investisseurs sur les projets d'envergure, d'ouvrir de nouveaux réseaux pour favoriser des progrès économiques, de nouer des partenariats techniques et financiers entre les pays », a précisé M. Lawson. Il faut noter que les responsables de PORTOFOLIOS SARL annoncent déjà deux événements majeurs pour les prochains mois en Turquie. Il s'agit du Forum Economique et Commercial Afrique Turquie prévue pour juillet prochain, et le Forum Economique Togo-Turquie qui devra se tenir à la fin de l'année.

## Conformité

# L'Aéroport de Lomé est à 80% aux normes de l'OACI

***En matière de conformité, l'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) de Lomé répond à 80% des exigences de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). C'est la conclusion faite par les inspecteurs vendredi, deux semaines après le début de l'audit pour la certification de la plateforme aéroportuaire.***

L'expertise a porté sur de nombreux points relatifs à la gestion de l'aéroport, comme le contrôle d'accès, la sûreté et la sécurité, la coordination entre les différents acteurs opérant sur la plateforme, l'évaluation des menaces ou encore l'état des installations. "Les résultats globaux sont au-dessus de la moyenne qui est de 60%, ce qui veut dire que la structure est en bonne voie pour la certification", ont indiqué les auditeurs, qui ont tout de même relevé plusieurs points à améliorer : mise à jour du manuel d'aérodrome, balisage des obstacles identifiés, réduction de bande de piste. La certification que vise l'AIGE doit permettre à l'aviation togolaise de s'ouvrir vers de nouveaux horizons, a de nouveau rappelé le patron de l'aviation civile nationale, Dokissime Gnama-Latta.

***Togo Officiel***

# AUX DÉCIDEURS...

## Singapour d'Afrique de l'Ouest

Le ministère de la promotion des Investissements du Togo a signé mardi 17 avril 2021, un accord de partenariat avec Singapore Corporation Enterprise (SCE).

En tant qu'organisme gouvernemental, le SCE a le pouvoir de conclure des protocoles d'entente (PE) et des accords relatifs à des projets de collaboration du secteur public avec d'autres gouvernements étrangers et leurs États.

Grâce à la participation du SCE en tant que représentant du gouvernement de Singapour, il s'efforcerait de garantir que les solutions sont mises en œuvre avec succès, en tirant parti des meilleures pratiques de Singapour, et en aidant à qualifier les experts et les entreprises de Singapour utilisés.

Le SCE s'est engagé dans divers modes de coopération avec d'autres pays pour partager avec eux l'expérience de Singapour dans un large éventail de domaines du secteur public. SCE assume généralement le rôle d'agrégateur et de chef de projet pour ces projets, travaillant aux côtés de partenaires du secteur public, du secteur privé ou des deux.

SCE travaille en étroite collaboration avec les 16 ministères de Singapour et plus de 60 conseils statutaires pour définir et adapter les solutions possibles pour répondre aux besoins des gouvernements étrangers et aider à atteindre leurs objectifs. SCE sert également de point focal d'accès à l'expertise de Singapour à travers ses agences publiques.

SCE est actuellement une branche intégrée d'« Enterprise Singapore », l'agence gouvernementale qui soutient le développement des entreprises et la croissance de Singapour en tant que plaque tournante du commerce mondial et des startups.

Le Togo se voit bien devenir le petit Singapour d'Afrique de l'Ouest. Car, le pays dispose d'un des plus importants ports de la région qui dessert les pays enclavés (Niger, Mali, Burkina Faso. Il ambitionne de devenir un hub logistique, une plateforme et services et un centre région de transformation agricole.

**KPATIDE Komlan**

## Baromètres Togo

| Référentiel | |
|---|---|
| **Valeur** | **Sources** |
| Superficie : 56 600 km² | Populationdata |
| Population : 7 889 094 habitants (2018) | Banque mondiale |
| Croissance démographique : 2,42 % / an | Populationdata |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017) | Populationdata |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017) | Populationdata |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016) | Populationdata |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017) | BAD |
| Smig : 35 000 FCFA (2012) | CCI |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C | COFACE |
| Taux de scolarisation : 83% | INSEED |

| | |
|---|---|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso | |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés | |
|---|---|
| **Valeur** | **Sources** |
| Taux de croissance : 5,1 (2019) | CNC |
| Pib/hbt : 672 Dollars US | populationdata |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019) | CNC |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017) | BCEAO |
| Dette publique : 72% du Pib (2018) | FMI |
| Taux de chômage : 3,4% (2015) | PNUD |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF |
| Notation financière : « B » (Mai 2019) | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017) | Populationdata |

## Enlèvement des marchandises

# 100% digital au Port autonome de Lomé

***La plateforme de la totale dématérialisation des opérations et procédures d'enlèvement des marchandises au Port Autonome de Lomé sera effective à partir du 03 mai 2021, informe la Direction générale à travers un communiqué en date du 19 avril 2021.***

• *Joël YANCLO*

Tout sur le digital. Le port autonome de Lomé entre dans la phase active de la totale dématérialisation de ses procédures et opérations d'enlèvement des marchandises. Un communiqué en date du 19 avril 2021, oriente les usagers sur les nouvelles conditions en ce qui concerne les opérations et procédures d'enlèvement des marchandises. Car, à partir du 03 mai 2021, la totale dématérialisation deviendra une réalité. Il sera alors possible de faire les opérations des activités au Port Autonome de Lomé (PAL), à 100% sur le digital. Le lancement officiel de la totale dématérialisation des procédures d'enlèvement des marchandises et des paiements en ligne a été fait le 4 mars 2021. Avec la nouvelle plateforme, le client ou l'opérateur économique n'a plus besoin de se déplacer, car tout peut se faire en quelques clics. La modernisation du Port Autonome de Lomé et de ses services a pour objectif de faire du Port le hub logistique de la sous-région, qui est une des priorités du Président Togolais, Faure GNASSINGBE. Cette procédure de dématérialisation vient après le lancement en 2014 du Guichet Unique du Commerce Extérieur. Le Togo est aussi à l'initiative du cluster maritime qui rassemble l'ensemble des pays et des infrastructures portuaires de la sous-région et qui est Présidé par Charles Gaffan, le dirigeant de Bolloré au Togo. La plateforme mise en œuvre avec l'expertise des partenaires comme Africa Consulting Leaders, vient accroître la célérité dans les services rendus par le PAL. Ainsi, que ce soient les factures, les tickets d'entrée au port, la procédure d'enlèvement des marchandises et les paiements, tout peut se faire dorénavant en ligne. Finies donc les anciennes procédures manuelles, souvent caractérisées par des tracasseries et des pertes de temps. Ceci devrait également clarifier les procédures douanières mais aussi demander un effort aux entreprises locales de s'adapter au digital et de déclarer l'ensemble de leurs opérations.

### Fluidité des opérations pour le bien de l'économie nationale

La totale dématérialisation au Port Autonome de Lomé va permettre entre autres d'améliorer la quantité de services offerts aux usagers ; la satisfaction du besoin d'information des clients : distribution et relevés de factures en ligne ; l'image de l'entreprise et la disponibilité des données numériques pour les statistiques et les prévisions. Grâce à ce processus les clients vont gagner en temps et en argent. Il est à souligner que la dématérialisation des procédures d'enlèvement des marchandises a des impacts positifs sur les activités au PAL. Elle permet l'amélioration de la qualité de services aux usagers ; l'amélioration de la satisfaction du besoin d'information des clients. Une nouvelle s'ouvre au Port Autonome de Lomé.

## COMMUNIQUE RELATIF A LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION

La plateforme de la totale dématérialisation des opérations et procédures d'enlèvement des marchandises au Port Autonome de Lomé a été lancée officiellement le 04 mars 2021. Ainsi,

**1. Pour les échanges d'informations et de documents avec le Port :**

– Veuillez-vous connecter au site https://epaltogo.com si vous avez déjà l'habilitation au niveau du PAL (code client + mot de passe) ;

– Si vous n'avez pas encore reçu votre habilitation, veuillez prendre attache avec la Direction Commerciale du Port Autonome de Lomé par e-mail : togoport@togoport.tg ; Tél :(00228) 22 27 02 96.

**2. Pour le paiement en ligne de vos anciennes et nouvelles factures du PAL :**

Veuillez-vous connectez au site de paiement du Port: https://osipaye.com;

**3. Pour les Opérateurs actuellement autorisés à recevoir les paiements en ligne des factures du Port :**

– Opérateurs Mobile Money : MOOV AFRICA et TOGOCOM ;

– Banques : BTCI ; ECOBANK, ORABANK et UTB ;

Veuillez-vous rapprocher de ces opérateurs pour toutes dispositions utiles à prendre.

**4- Le paiement par virement bancaire est accepté**

Le Port Autonome de Lomé vous encourage à utiliser la plateforme de paiement en ligne mise à votre disposition pour faciliter et accélérer vos opérations d'enlèvement de vos marchandises et nous vous remercions pour votre contribution au renforcement des mesures de distanciation sociale pour lutter efficacement contre la crise pandémique du COVID-19.

**5- Date de démarrage : 03 mai 2021**

## Baromètres Togo

| Référentiel | |
|---|---|
| **Valeur** | **Sources** |
| Superficie : 56 600 km² | Populationdata |
| Population : 7 889 094 habitants (2018) | Banque mondiale |
| Croissance démographique : 2,42 % / an | Populationdata |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017) | Populationdata |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017) | Populationdata |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016) | Populationdata |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017) | BAD |
| Smig : 35 000 FCFA (2012) | CCI |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C | COFACE |
| Taux de scolarisation : 83% | INSEED |

| | |
|---|---|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso | |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés | |
|---|---|
| **Valeur** | **Sources** |
| Taux de croissance : 5,1 (2019) | CNC |
| Pib/hbt : 672 Dollars US | populationdata |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019) | CNC |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017) | BCEAO |
| Dette publique : 72% du Pib (2018) | FMI |
| Taux de chômage : 3,4% (2015) | PNUD |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF |
| Notation financière : « B » (Mai 2019) | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017) | Populationdata |

## Assemblée nationale

# Les députés ont voté la loi portant code de procédure civile

***L'Assemblée nationale togolaise réunis pour le compte de la 5ème séance plénière de la première session ordinaire de l'année a voté à l'unanimité le 20 avril 2021 en son siège à Lomé, le projet de loi portant code de procédure civile.***

*● Eyram AKAKPO*

Le Togo depuis quelques années a entamé la réforme et la modernisation de l'appareil judiciaire en vue d'améliorer le climat des affaires et d'attirer plus d'investisseurs. Une avancée majeure vient encore d'être franchit ce mardi avec l'adoption du projet de loi relatif à la révision du code de procédure civile qui vise à assurer la protection des droits des justiciables, d'une manière efficace et uniforme que possible. « La législation rénovée participe à la sécurisation judiciaire des activités économiques, ainsi que l'amélioration du cadre juridique de la création de la création d'entreprises. Ce code de procédure civile constitue un pré requis au développement du secteur privé, à l'intégration du pays dans l'économie mondiale et in fine, à l'accélération d'un développement durable dans notre pays », a déclaré la présidente de l'Assemblée nationale Yawa Djigbodi Tsegan qui précise ailleurs que malgré son caractère austère, la justice en tant que service public, se doit de moderniser ses méthodes de travail et ses rapports avec les justiciables. Elle doit donc également concilier cette approche renouvelée de son fonctionnement avec le respect des valeurs qui fondent sa place tout à fait particulière dans la régulation sociale. Ce nouveau code de procédure civile a pour but d'assurer l'accessibilité, la qualité et la célérité de la justice civile, l'application objective, impartiale, proportionnée et économique de la procédure ainsi que l'exercice des droits des parties dans un esprit de coopération et d'équilibre. Il établit les principes de la justice civile et régit la procédure applicable aux modes privés de prévention et de règlement des différends lorsque celle-ci n'est pas autrement fixée par les parties. Il en va de même de la procédure civile d'exécution. « Je me réjouis du fait que, au-delà des avancées notables sus-évoquées, cette loi ait été élaborée dans le respect de la tradition civiliste pour être non seulement en harmonie avec le Code des personnes et de la famille, mais aussi en cohérence avec les conventions internationales relatives aux droits de l'homme et aux principes généraux du droit », s'est réjoui Yawa Djigbodi Tsègan . Avec 345 articles répartis dans 11 titres dont un préliminaire, ce nouveau code donne la possibilité aux parties en procès de s'interroger entre elles ou de faire des questions aux témoins conformément à l'article 121. Outre, l'article 296 exige de la juridiction du jugement lorsqu'une action est initiée par un actionnaire minoritaire contre sa société, de condamner cette dernière aux dépens sauf en cas de procédure vexatoire ou abusive. La fixation du montant des petits litiges en matière civile a désormais une valeur maximale de 500.000 FCFA en capital ou 50.000 FCFA en revenu annuel. « Il a été question pour le gouvernement de toiletter l'ancien code en le dépouillant de toutes les dispositions obsolètes déjà prises en compte par d'autres textes de loi spéciaux tels que, par exemples, les lois uniformes de l'OHADA ou encore le code des personnes et de la famille », a expliqué le ministre le ministre de la justice Pius Agbetomey.

## Vaccination contre la COVID-19 en Afrique

# L'UE décaisse 100 millions d'euros

***En vue de soutenir les campagnes de vaccination contre la COVID-19 en Afrique, l'Union Européenne (UE) a procédé au lancement d'une initiative humanitaire d'un montant de 100 millions d'euros ce mardi 20 Avril 2021.***

*● Bernard AFAWOUBO*

Dans le cadre des efforts déployés par la Commission européenne pour garantir à tous un accès équitable et juste à des vaccins sûrs et efficaces, le commissaire à la gestion des crises, Janez Lenarčič s'est rendu dans les centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (CACM) à Addis-Abeba, en Ethiopie. En effet, cette visite marque le début de la mise en œuvre de la nouvelle initiative humanitaire de l'Union Européenne qui a été lancé par le commissaire à la gestion des crises, Janez Lenarčič. Dans un communiqué rendu public par la commission européenne, cette commission indique qu'en unissant ses forces avec les centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (CACM) et d'autres partenaires internationaux entend soutenir un déploiement rapide et sûr des vaccins contre la COVID-19 en Afrique. Ainsi, les centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (CACM) aura pour rôle d'endosser le pilotage de l'initiative de l'Union Européenne qui s'inscrira en appui de deux dimensions complémentaires

des campagnes de vaccination en Afrique. Le premier volet qui réunit un montant indicatif de 25 millions d'euros visera à soutenir le déploiement de la campagne de vaccination dans les pays africains. Ce volet contribuera au renforcement des capacités des autorités sanitaires et des professionnels de la santé au niveau national, ainsi qu'à la gestion de la plateforme d'information et de coordination sur la vaccination. D'après le communiqué, cette mise en œuvre au niveau national et continental garantira une meilleure qualité et l'indépendance du suivi du déploiement des campagnes de vaccination contre la COVID-19 en Afrique, soutenant les travaux en cours du centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies. Dans une perspective à long terme, l'un des objectifs serait également de renforcer la résilience des systèmes de santé nationaux pour faire face aux futures épidémies. D'une enveloppe indicative de 65 millions d'euros, le second volet vise à soutenir le déploiement de campagnes vaccinales dans des situations de crise humanitaire bien précises, notamment dans des zones de conflit et des zones difficiles d'accès, au moyen d'activités répondant spécifiquement aux besoins rencontrés, en étroite coopération avec divers partenaires humanitaires de l'UE. Une enveloppe supplémentaire de 10 millions d'euros sera affectée à l'un ou l'autre volet, en fonction des besoins. Il faut préciser que l'aide humanitaire de l'UE en faveur du déploiement de la vaccination contre la COVID-19 en Afrique sera mise en œuvre en partenariat avec le les centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies et acheminée par l'intermédiaire des agences des Nations unies, du mouvement de la Croix-Rouge et des organisations humanitaires non gouvernementales.

## Education

# Un numéro vert pour le suivi des réformes

***Le ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat vient de mettre en service un numéro vert, le 8250, destiné à effectuer le suivi des réformes pédagogiques et académiques mises en œuvre dans le secteur par le Gouvernement.***

Cette ligne spéciale, comportant un service voix et SMS, gratuit sur tous les réseaux de communications électroniques dans le pays, est dédiée au corps enseignant et d'encadrement, aux apprenants, parents d'élèves, usagers du service public scolaire et de tous les citoyens. L'objectif, précise le ministre Dodzi Kokoroko, "est d'assurer une remontée rapide d'informations sur les éventuels dysfonctionnements et manquements afin de mener des actions urgentes et ciblées". Si l'anonymat et la sécurité de ces utilisateurs sont garantis, "les déclarations mensongères et calomnieuses seront punies" conformément à la Loi, a tout de même prévenu le patron du secteur éducatif, insistant de fait sur le caractère sérieux de l'initiative. Toutes les remontées d'informations seraient donc "systématiquement vérifiées, examinées, croisées et analysées, afin de déceler celles qui seraient faites à dessein pour nuire à autrui", a-t-il poursuivi. En rappel, de nombreuses décisions ou réformes ont été rendues publiques depuis la nomination de Dodzi Kokoroko à la tête du secteur éducatif : transparence dans la gestion des frais scolaires, interdiction des cours de répétition dans les établissements, réorganisation des examens blancs, entre autres.

***(Togo Officiel) -***

## Baromètres Togo

| Référentiel | |
|---|---|
| **Valeur** | **Sources** |
| Superficie : 56 600 km² | Populationdata |
| Population : 7 889 094 habitants (2018) | Banque mondiale |
| Croissance démographique : 2,42 % / an | Populationdata |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017) | Populationdata |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017) | Populationdata |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016) | Populationdata |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017) | BAD |
| Smig : 35 000 FCFA (2012) | CCI |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C | COFACE |
| Taux de scolarisation : 83% | INSEED |

| | |
|---|---|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso | |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés | |
|---|---|
| **Valeur** | **Sources** |
| Taux de croissance : 5,1 (2019) | CNC |
| Pib/hbt : 672 Dollars US | populationdata |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019) | CNC |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017) | BCEAO |
| Dette publique : 72% du Pib (2018) | FMI |
| Taux de chômage : 3,4% (2015) | PNUD |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF |
| Notation financière : « B » (Mai 2019) | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017) | Populationdata |

## AVIS N°01/2021/AMI/DCPC/DSE/CGAF/UEMOA
## AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN BUREAU D'ETUDES CHARGE DE L'ELABORATION DU PLAN STRATEGIQUE 2022-2030 DE LA COMMISSION DE L'UEMOA

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son budget 2021, envisage la réalisation d'une étude relative à l'élaboration de son plan stratégique 2022-2030.

2. L'objectif global de la mission, est d'élaborer le plan stratégique 2022-2030 de la Commission de l'UEMOA, pour une meilleure orientation de ses interventions.

   De façon spécifique, il s'agit de :
   - faire l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces de la Commission de l'UEMOA ;
   - mener une enquête de perception auprès du personnel de la Commission, des Commissaires, des Etats membres, des partenaires techniques et financiers, de la société civile, etc ;
   - élaborer le rapport du plan stratégique qui doit contenir notamment :
     - les axes stratégiques assortis de résultats intermédiaires précis ;
     - un plan opérationnel de mise en œuvre détaillé ;
     - un cadre de mesure de performances réaliste ;
     - les prérequis nécessaires à la mise en œuvre réussie du plan ;
     - une analyse des risques liés aux choix stratégiques et à la mise en œuvre ainsi que les propositions d'actions de mitigation.

3. Dans le cadre de l'exécution de sa mission le Bureau d'Etudes devra, entre autres :
   - faire une revue documentaire ;
   - élaborer et soumettre une méthodologie détaillée prenant en compte les outils de collecte et d'analyse de données, un listing des principaux acteurs et parties prenantes à rencontrer et un plan de travail ;
   - faire une mission circulaire dans les Etats membres en vue de collecter les données nécessaires pour répondre aux besoins de l'élaboration du plan stratégique ;
   - analyser et exploiter les données ;
   - élaborer les différents rapports (préliminaire ou de cadrage, provisoire et final) ;
   - restituer les résultats de l'étude aux différentes instances de la Commission et proposer des recommandations fortes pour la mise en œuvre du plan stratégique.

4. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de quatre-vingt (80) jours ouvrés.

5. En vue de la constitution de la liste restreinte, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, invite les Bureaux d'Etudes ou groupements de bureaux d'études à manifester leurs intérêts à fournir les prestations ci-dessus décrites.

6. Les Bureaux d'Etudes ou groupements de bureaux d'études intéressés sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêt, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises en la matière en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.....).

7. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. La sélection du Bureau d'Etudes ou du groupement de Bureaux d'Etudes se fera en conformité avec les procédures en vigueur à la Commission de l'UEMOA et définies dans le **Règlement d'exécution N° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020** relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des Organes de l'UEMOA.

9. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du Bureau d'Etudes ou du groupement de Bureaux d'Etudes, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

| Critères d'évaluation | Notes pondérées maximum |
|---|---|
| **1 - « Expérience générale du Consultant »** | **30** |
| Nombre d'études/missions générales en matière d'élaboration de plan stratégique tous secteurs confondus (3 points par mission jusqu'à un maximum de 10 missions) | 30 |
| **2 - « Expérience spécifique du Consultant »** | **60** |
| Nombre de prestations similaires exécutées au cours des dix (10) dernières années dans des organisations d'intégration régionale, des institutions internationales de développement ou des institutions étatiques (10 points par prestation similaire jusqu'à un maximum de 6 prestations) avec une preuve d'exécution de la prestation | 60 |
| **Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)** | **10** |
| Expériences générales dans les pays de l'UEMOA (2 points par expérience pays, pour un plafond de 5 expériences dans 5 différents pays) | 10 |
| **Total des points** | **100** |

10. Pour tous renseignements, veuillez contacter :
    - ***Monsieur Inoussa NANGA*** - Email : inanga@uemoa.int
    - ***Monsieur Koffi Romain Romuald DOGNON*** - Email : krrdognon@uemoa.int

11. Les manifestations d'intérêt en langue française exclusivement, sous format papier A4, en quatre (04) exemplaires (un original plus trois copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA : **380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 Ouagadougou 01- BURKINA FASO** au plus tard le **vendredi 30 avril 2021 à 9 heures 30 mn précises, heure locale.**

    **L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10 heures au siège de la Commission de l'UEMOA, dans la salle FOSIDEC.**

    L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention : « Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Bureau d'Etudes/groupement de Bureau d'Etudes chargé de l'élaboration du plan Stratégique 2022-2030 de la Commission de l'UEMOA ».

**Pour le Président de la Commission**
**et par délégation,**
**le Directeur de Cabinet**

**Abdou SEYNI**

Union Economique et Monétaire Ouest Africaine – LE PRESIDENT – LA COMMISSION

## Journée mondiale de la terre

# La CEA pour une relance verte face à la COVID-19

***Le premier rapport sur la relance face à la COVID-19, de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), « Construire l'avenir pour une relance verte en Afrique », sera amplifié lors du très attendu « Sommet des dirigeants sur le climat », dont la date coïncide avec la Journée de la Terre, qui est commémoré chaque année le 22 avril. Le thème de cette année pour la Journée de la Terre est « Restaurer la Terre ».***

● *Nicole ESSO*

Le Président américain, Joe Biden, accueille « Sommet des dirigeants sur le climat » de haut vol qui vise à stimuler l'action des principales économies du monde dans la lutte contre la crise climatique. Cinq dirigeants africains figurent parmi les 40 chefs d'État et de gouvernement du monde qui participent au sommet. Parmi eux figurent le Président Felix Tshisekedi, de la République démocratique du Congo et l'actuel Président de l'Union africaine (UA), le Président Ali Bongo Ondimba, du Gabon, le Président kényan, Uhuru Kenyatta, le Président Muhammadu Buhari, du Nigéria et le Président Cyril Ramaphosa, de l'Afrique du Sud. Les cinq pays africains sont largement considérés comme des « champions du climat » ayant fait preuve d'un leadership décisif et fort en matière de climat en menant leurs nations respectives dans l'adoption de voies innovantes et transformatrices vers des économies vertes. Selon la Secrétaire exécutive de la CEA, Mme Vera Songwe, l'invitation aux cinq dirigeants africains est une affirmation de leur bilan en tant que champions des idéaux collectifs de l'action climatique panafricaine. M. Jean Paul Adam, Directeur de la Division de la technologie, du changement climatique et de la gestion des ressources naturelles (TCND), de la CEA, note que les six thèmes du « Sommet des dirigeants sur le climat » amplifient les piliers fondamentaux du rapport « Construire l'avenir pour une relance verte en Afrique », publié récemment par la CEA. Les thèmes du Sommet des dirigeants comprennent la transition vers une nouvelle économie d'énergie propre ; le rôle des solutions fondées sur la nature pour atteindre le zéro net d'ici 2050 et l'adoption de technologies de transformation accessibles pour aider à réduire les émissions et stimuler l'adaptation au changement climatique. Les

autres thèmes du Sommet dirigé par les États-Unis comprennent la mobilisation des financements du secteur public et privé pour aider les pays vulnérables à faire face au changement climatique et la création de nouvelles opportunités économiques et de nouvelles industries vertes pour l'avenir. Le rapport très éclairant de la CEA intitulé, « Construire l'avenir pour une relance verte en Afrique », qui a été dévoilé lors du septième Forum régional africain pour le développement durable (FRADD7), amplifie et fait écho aux thèmes centraux du « Sommet des dirigeants sur le climat » en termes pratiques. Le rapport de relance post-pandémique est un appel vigoureux à la consolidation des mesures d'adaptation et d'atténuation au changement climatique, à la revitalisation des interventions de santé publique, à l'augmentation des efforts de conservation de la biodiversité et de gestion des écosystèmes tout en mettant l'accent sur la diversification économique, la réduction des inégalités et de la production de richesse.

### L'Afrique doit adopter des mesures plus audacieuses

Le rapport sur la relance écologique va au-delà des effets sans précédent de la pandémie et exhorte pour mieux construire l'avenir et en plus solide en adoptant un pacte africain sur une économie verte et bleue vigoureux qui accentue une croissance économique inclusive intensive, des voies de fiscalité vertes et bleues, des politiques écologiquement rationnelles et une trajectoire de développement à faible émission de carbone. Selon M. Adam, les cinq pays invités au Sommet des dirigeants sur le climat accélèrent l'adoption de voies énergétiques plus vertes grâce à une adoption agressive des énergies renouvelables et à la conservation des tourbières qui agissent comme des puits de carbone. Il est prévu que l'Afrique utilise la plate-forme du sommet pour tirer parti des espaces verts et bleus du continent, qui contribuent énormément à la séquestration du carbone au niveau mondial pour générer de nouveaux flux financiers vers la conservation, l'adaptation au climat et l'atténuation de ses effets. « La mobilisation de financements pour lutter contre le changement climatique, en particulier en matière d'adaptation, est plus urgente que jamais. Le plaidoyer africain pour s'assurer que les engagements précédents soient honorés sera essentiel », affirme M. Adam, ajoutant que l'opportunité se présente également pour développer des financements innovants.

## Financement de projets

# Le Fonds climat Mali annonce avoir mobilisé plus 33 millions USD en 2021

***Au Mali, la ministre de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable Bernadette Keita vient de féliciter l'Agence de l'environnement et du développement durable (AEDD) pour son leadership, la qualité des documents de gouvernance et des montages financiers qui ont permis de mobiliser à la date du 31 mars 2021, plus de 33 millions USD. C'était en marge de la 11è session du comité de pilotage du Fonds climat Mali tenue le 15 avril 2021.***

A l'issue des travaux, les membres du comité de pilotage ont examiné et amendé les différents documents soumis à leur approbation, notamment le rapport d'activités et le budget-programme de l'exercice 2021 et ont approuvé la sélection des projets du 4è appel à propositions. « Cette session revêt une importance toute particulière pour elle, car elle offre l'opportunité aux acteurs clés de plancher sur des questions stratégiques liées à la vie d'un fonds qui contribue à promouvoir le développement durable au Mali », a déclaré, Bernadette Keita. Avant de conclure son intervention, la ministre a précisé que le Fonds national climat Mali est en train de renforcer, de manière significative, sa position de leader dans le secteur du financement climatique avec des financements approuvés de 12 nouveaux projets en 2020, pour un montant de 11 millions USD. Par ailleurs, les interventions du Fonds climat Mali concernent uniquement l'atténuation des émissions de gaz à effets de serre mais aussi l'adaptation des populations aux effets néfastes du changement climatique. Pour rappel, le Fonds a été créé pour aider le Mali à financer des interventions de développement stratégique telles que définies dans la stratégie nationale Économie verte et résiliente au changement climatique.

## Côte d'Ivoire

# Le Trésor public veut garantir sa signature sur le marché des capitaux

***Le Trésor public de Côte d'Ivoire a livré le 16 avril 2021, les résultats de son «Audit de suivi N°1 » visant à maintenir son Certificat à la norme ISO 9001 version 2015, obtenue depuis 2019. L'objectif de cette démarche est de consolider la qualité de la signature de l'État afin de mobiliser des ressources nécessaires au financement du budget sur les marchés financiers et de capitaux.***

● *Assahouré Konan Jacques, directeur général du Trésor public de Côte d'Ivoire*

Réalisé par le cabinet Afnor, cet audit qui avait à sa tête Amie Mar, auditeur international, n'a enregistré aucune non-conformité. Mais, les auditeurs relèvent 18 points forts et 30 pistes de progrès, ajoutés à l'implication active de tout le personnel dans la mise en œuvre du Système de management de qualité (SMQ), nécessaire pour garantir la signature de l'Etat auprès des marchés financiers. En dépit du maintien du certificat, la régie financière doit cependant « poursuivre les efforts afin de franchir avec succès les étapes du processus de maintien du Certificat, surtout au niveau de l'évaluation et de l'efficacité des actions correctives », notent les résultats de l'évaluation. Le directeur général du Trésor, Assahouré Konan Jacques, a félicité le travail accompli par ses collaborateurs et les auditeurs. « Le Trésor public se veut une administration moderne et engagée dans une dynamique d'amélioration continue », a-t-il dit. La Côte d'Ivoire a levé le 16 mars, près de 44,12 milliards de F CFA (20,90 milliards de Bons et 21,22 milliards d'obligations) sur le marché des titres de l'Umoa, alors qu'elle recherchait 65 milliards de F CFA.

***Avec financialafrik.com***

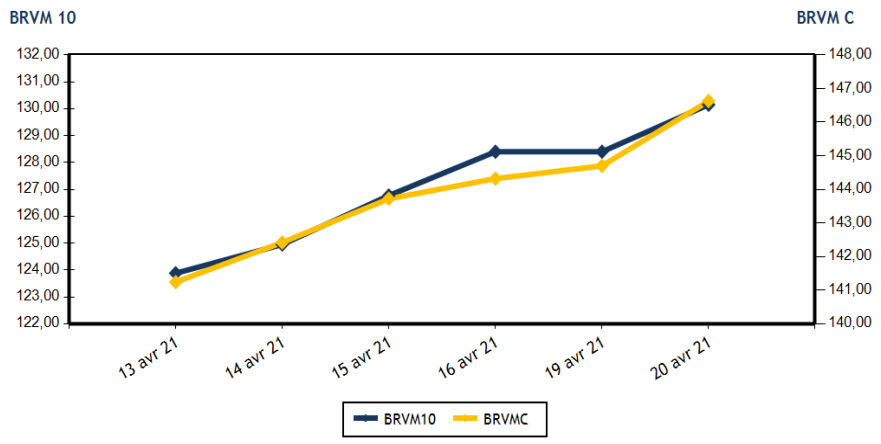
| BRVM 10 | 130,15 |
|---|---|
| Variation Jour | 1,36 % |
| Variation annuelle | -0,56 % |

# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

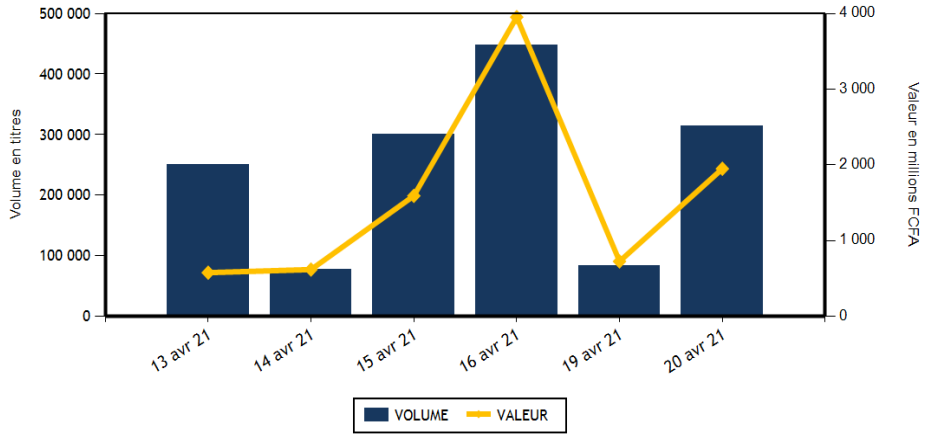
N° 76 — mardi 20 avril 2021 — Site : www.brvm.org

| BRVM Composite | 146,63 |
|---|---|
| Variation Jour | 1,33 % |
| Variation annuelle | 0,87 % |

## Evolution des indices




## Volumes et valeurs transigés




| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|---|---|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 4 412 763 535 091 | 1,33 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 310 810 | 778,52 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 1 908 717 310 | 690,89 % |
| Nombre de titres transigés | 37 | 0,00 % |
| Nombre de titres en hausse | 17 | 41,67 % |
| Nombre de titres en baisse | 9 | 0,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 11 | -31,25 % |

| Obligations | Niveau | Evol. Jour |
|---|---|---|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 6 325 891 884 197 | 0,01 % |
| Volume échangé | 3 838 | -92,06 % |
| Valeur transigée (FCFA) | 40 011 907 | -91,72 % |
| Nombre de titres transigés | 9 | 0,00 % |
| Nombre de titres en hausse | 1 | |
| Nombre de titres en baisse | 2 | 100,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 6 | -25,00 % |

## PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---|---|---|---|
| SMB CI (SMBC) | 5 410 | 7,45 % | 75,65 % |
| ORAGROUP TOGO (ORGT) | 3 850 | 6,94 % | -7,23 % |
| BERNABE CI (BNBC) | 625 | 6,84 % | 4,17 % |
| SITAB CI (STBC) | 850 | 6,25 % | 60,38 % |
| SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC) | 950 | 5,56 % | -23,39 % |

## PLUS FORTES BAISSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---|---|---|---|
| NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC) | 3 620 | -3,47 % | -39,67 % |
| SOGB CI (SOGC) | 2 800 | -3,11 % | 19,15 % |
| SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC) | 2 830 | -2,41 % | 4,81 % |
| SETAO CI (STAC) | 295 | -1,67 % | 5,36 % |
| NESTLE CI (NTLC) | 585 | -0,85 % | 82,81 % |

## INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BRVM - INDUSTRIE | 12 | 43,51 | 1,54 % | 20,03 % | 11 250 | 9 489 820 | 13,33 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 4 | 433,55 | 2,13 % | 5,62 % | 113 247 | 1 331 037 150 | 8,55 |
| BRVM - FINANCES | 15 | 56,56 | 0,80 % | -5,72 % | 154 596 | 533 788 180 | 9,84 |
| BRVM - TRANSPORT | 2 | 344,09 | -0,34 % | -9,14 % | 986 | 1 417 775 | 6,06 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 118,27 | -0,90 % | 36,67 % | 18 488 | 19 741 160 | 8,62 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 205,79 | 1,70 % | -9,12 % | 12 242 | 13 242 930 | 12,48 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 1 | 364,00 | -1,66 % | 5,36 % | 1 | 295 | 4,58 |
| BRVM - PETITES CAPITALISATIONS | - | - | - | - | - | - | - |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|---|---|---|
| PER moyen du marché | 8,46 | |
| Taux de rendement moyen du marché | 7,71 | |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 14,50 | |
| Nombre de sociétés cotées | 46 | |
| Nombre de lignes obligataires | 86 | |
| Volume moyen annuel par séance | 167 137,00 | |
| Valeur moyenne annuelle par séance | 1 065 233 901,66 | |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|---|---|---|
| Ratio moyen de liquidité | 0,90 | |
| Ratio moyen de satisfaction | 42,02 | |
| Ratio moyen de tendance | 4 661,62 | |
| Ratio moyen de couverture | 2,15 | |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,03 | |
| Prime de risque du marché | 5,92 | |
| Nombre de SGI participantes | 27 | |

## Définitions

*Volume moyen annuel par séance* = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
*Valeur moyenne annuelle par séance* = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
*Ratio moyen de liquidité* = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
*Ratio moyen de satisfaction* = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
*Ratio moyen de tendance* = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
*Ratio moyen de couverture* = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

*Taux moyen de rotation* = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
*PER moyen du marché* = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
*Taux de rendement moyen* = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
*Taux de rentabilité moyen* = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
*Prime de risque du marché* = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2985 Cotonou
Tél. : (229) 21 31 21 26
Fax : (229) 21 31 20 77

BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 87 73
Fax : (226) 25 30 87 19

CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 16 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél. : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77

GUINEE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Pansau Naisna
CP. 88 Bissau
Tél. : (245) 320 16 02 Fax : (245) 320 16 02

MALI
Immeuble SONAVIE, ACI 2000 Hamdallaye
B.P. E 1398 - Bamako
Tél. : (223) 44 90 18 10
Fax : (223) 44 90 18 11

NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la concertation
BP 13 299 Niamey
Tél. : (227) 20 73 66 92
Fax : (227) 20 73 69 47

SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6956, Dakar - Plateau
Tél. : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06

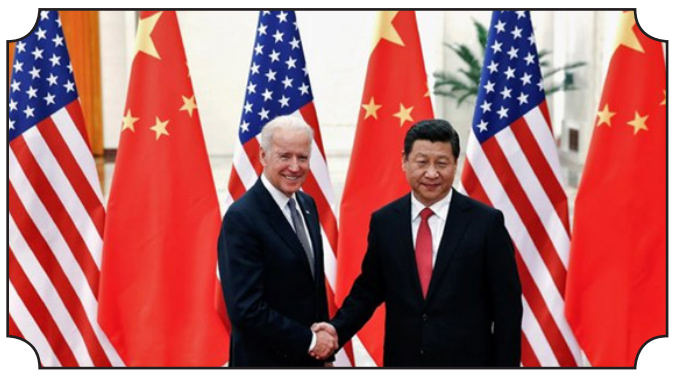
TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadema,
Immeuble SGI Togo
BP : 3262 Lomé
Tél. : (228) 22 61 23 16
Fax : (228) 22 26 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Sommet Climat de Biden

# Xi Jinping accepte l'invitation

***À son sommet international sur le réchauffement climatique, le président américain Joe Biden a invité une quarantaine de dirigeants mondiaux. Chine et Etats-Unis sont les deux premiers émetteurs de gaz à effet de serre, à l'origine du réchauffement planétaire. Leur entente est donc jugée cruciale pour la réussite des efforts internationaux afin de réduire ces émissions.***



Le président chinois Xi Jinping participera au sommet virtuel sur le climat organisé cette semaine par Joe Biden, a annoncé mercredi le ministère chinois des Affaires étrangères, alors que les tensions sino-américaines restent fortes. Le chef d'Etat chinois prononcera en ligne depuis Pékin "un important discours", a indiqué le ministère, quelques jours après l'engagement des deux pays à "coopérer" sur le changement climatique. Le président américain Joe Biden a invité une quarantaine de dirigeants mondiaux à un sommet international sur le climat qui doit se tenir par visioconférence jeudi et vendredi. Chine et Etats-Unis sont les deux premiers émetteurs de gaz à effet de serre, à l'origine du réchauffement planétaire. Leur entente est donc jugée cruciale pour la réussite des efforts internationaux afin de réduire ces émissions. Les deux puissances s'opposent toujours sur de multiples sujets, Washington critiquant par exemple Pékin sur sa politique à Hong Kong, sur Taïwan, sur le traitement des musulmans ouïghours dans le Xinjiang (nord-ouest de la Chine) ou encore sur le commerce. Mais les deux pays se sont engagés samedi à "coopérer" sur le changement climatique, à l'issue d'une visite à Shanghai de l'émissaire américain pour le climat, John Kerry, qui y a rencontré son homologue chinois Xie Zhenhua. Les relations entre Pékin et Washington s'étaient nettement détériorées sous le mandat de l'ex-président américain Donald Trump. Ce dernier avait par ailleurs retiré son pays de l'accord de Paris sur le climat. Dès son arrivée à la Maison Blanche en janvier, Joe Biden a opté pour un retour des Etats-Unis dans cet accord.

### La Chine, indispensable à la table des négociations

Grande consommatrice de charbon, la Chine est en valeur absolue la première émettrice mondiale de gaz à effet de serre, mais aussi le pays qui investit le plus dans les énergies nouvelles. "Nous ne pouvons pas régler cette crise climatique sans que la Chine soit à la table des négociations", avait déclaré la semaine dernière M. Kerry, en marge de son déplacement à Shanghai. Pékin a promis de commencer à réduire ses émissions de CO2 "avant 2030" et de parvenir d'ici 2060 à la "neutralité carbone", c'est-à-dire d'en absorber autant que d'en émettre. La diplomatie chinoise avait raillé la semaine dernière la réintégration par Washington de l'accord sur le climat, estimant qu'il ne s'agit pas "d'un retour glorieux", mais plutôt "d'un mauvais élève qui revient sur les bancs de l'école après avoir séché les cours".

Canada

# Budget de relance post-pandémie vert

***La pandémie a fait exploser le déficit budgétaire du gouvernement canadien à 354,2 milliards de dollars canadiens (258,75 milliards de francs) en 2020.***

● ***Chrystia Freeland, ministre des Finances, et Justin Trudeau, le 18 août 2020 à Ottawa.***

Le gouvernement du Canada a présenté lundi un budget de relance post-pandémie axé sur l'environnement et la lutte contre la pauvreté, prévoyant la prolongation des aides d'urgence liées à la crise jusqu'à fin septembre, à quelques mois de probables élections anticipées. Le budget 2021-2022 prévoit un plan de relance de 101,4 milliards de dollars canadiens (74 milliards de francs suisses) sur trois ans. «Ce budget vise à finir la lutte contre la Covid», a déclaré Chrystia Freeland, ministre des Finances, dans un discours au Parlement. «Il vise à guérir les blessures économiques découlant de la récession causée par la Covid», la pire depuis la «Grande dépression» des années 1930. Un des partis d'opposition, le Nouveau parti démocratique (NPD, gauche), a aussitôt assuré son soutien au gouvernement minoritaire de Justin Trudeau sur le budget, ce qui devrait lui éviter un vote de défiance à brève échéance. «Je vais éviter une élection», a dit Jagmeet Singh, chef du NPD. «Avec la troisième vague qui frappe fort», cela serait «irresponsable», a-t-il précisé. Mais le chef du gouvernement, largement en tête dans les sondages, pourrait être tenté, une fois que la menace du Covid-19 s'estompera, de provoquer des élections anticipées dans l'espoir de retrouver une majorité au parlement.

### Réduction des gaz à effet de serre

La pièce maîtresse du budget prévoit un investissement de 30 milliards de dollars canadiens (22 milliards de francs) sur cinq ans pour établir un réseau de garderies publiques de grande «qualité», à un prix moyen de 10 dollars (7,30 francs) par jour, afin d'encourager la participation des femmes sur le marché du travail. Un tel réseau existe déjà plus de 20 ans au Québec, a souligné un haut fonctionnaire du gouvernement en évoquant ce «modèle». Le budget prévoit également des investissements de 17,6 milliards de dollars supplémentaires (12,9 milliards de francs) pour «accélérer la transition verte» en aidant fiscalement les entreprises à réduire leur empreinte carbone par des technologies de captage et de stockage de carbone et à se tourner vers l'hydrogène. Le document révise à la hausse l'objectif de réduction des gaz à effet de serre du Canada dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat, le portant à 36% d'ici 2030 par rapport à 2005. Il prévoit une taxe sur les voitures et yachts de luxe, ainsi que les jets privés. Le budget prévoit un soutien accru pour les secteurs du tourisme et de la culture, pour les autochtones, les entrepreneurs noirs et les personnes de plus de 75 ans, la construction de logements abordables et la fabrication de vaccins au Canada. Le Canada était entré dans la pandémie dans une position budgétaire enviable par rapport aux autres pays du G7.

***(AFP)***

Impôt sur la fortune

# Retour en grâce à la faveur de la crise

***Avec la crise sanitaire, les propositions pour taxer les grandes fortunes se multiplient, pour renflouer les caisses et lutter contre les inégalités qui ne cessent de se creuser.***

● ***Thomas Piketty, spécialiste de l'étude des inégalités économiques.***

Elles viennent des meilleurs économistes, et même du FMI : les propositions pour taxer les très grandes fortunes se multiplient, pour renflouer les caisses des Etats et corriger un peu des inégalités béantes. La pente sera lente à remonter après 40 ans d'érosion des taux d'imposition des hauts revenus sur tous les continents, un taux qui a par exemple plongé de 53% en Corée du Sud entre 1979 et 2002, un record. Spécialiste des inégalités, l'économiste Thomas Piketty a appelé dans Le Monde mi-avril à la mise en place d'un «impôt mondial de 2% sur les fortunes supérieures à 10 millions d'euros». Cette taxe rapporterait 1000 milliards d'euros par an, a précisé Thomas Piketty à l'AFP. Il y voit un moyen de corriger les inégalités Nord-Sud puisque «les sommes pourraient être réparties entre tous les pays en proportion de leur population». Une autre proposition a été formulée par Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, professeurs à l'université de Berkeley en Californie. «N'attendez pas que les milliardaires vendent leurs actions» pour les taxer, ont-ils écrit dans le Washington Post à l'adresse de la nouvelle administration démocrate.

### Lutte contre l'évitement fiscal

Alors que les 400 Américains les plus riches ont amassé une fortune correspondant à 18% du Produit intérieur brut américain, une part qui a doublé depuis 2010, les Jeff Bezos (Amazon), Elon Musk (Tesla), Larry Page (Google) et Mark Zuckerberg (Facebook) «contribuent peu à remplir les caisses publiques», font valoir les deux économistes français. La raison ? «Ils structurent leurs affaires de manière à avoir peu de revenus imposables». Par exemple, ils ne se versent pas de gros salaires ni ne vendent leurs actions pour ne pas avoir à payer des impôts dessus. Pour lutter contre l'évitement fiscal, les économistes proposent donc d'imposer les «plus-values non réalisées» par ces milliardaires – soit «moins de 1000 personnes» – sous la forme d'une taxe exceptionnelle susceptible de rapporter 1000 milliards de dollars. «Mettre en place une taxe exceptionnelle sur ceux qui se sont enrichis pendant la crise apparaît désormais comme une évidence. C'est une mesure populaire, au-delà des clivages politiques, et qui est en train d'essaimer dans le monde», estime Quentin Parrinello, d'Oxfam France. L'ONG s'appuie sur un sondage réalisé par Glocalities montrant que 63% des Français soutiendraient une taxe de 1% sur les revenus supérieurs à 8 millions d'euros pour financer la relance.

### «Contribution Covid»

Mais à part l'Argentine et la Bolivie, qui ont introduit une «contribution Covid» exceptionnelle sur les grandes fortunes – purement symbolique dans le cas de La Paz -, peu de pays y semblent disposés, même sous la forme d'une taxe non reconductible. Le sujet n'est même pas à l'ordre du jour en Australie, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, bien que 54% des Britanniques y soient favorables selon un sondage récent. La France, qui a supprimé en 2018 l'Impôt sur la fortune (ISF) mis en place en 1989, exclut toute hausse de la fiscalité. Le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire a fermé la porte à une contribution unique, rappelant le précédent d'une surtaxe sur les hauts revenus instaurés en 2012, et toujours en place. «On adore le provisoire qui dure», a-t-il ironisé. En outre, une telle taxe serait «très difficile à mettre en place» et donnerait un «coup de fouet à l'évasion fiscale», a fait valoir auprès de Bloomberg le prix Nobel d'économie Angus Deaton, qui dirige une commission d'experts sur les inégalités au Royaume-Uni.

***(AFP)***

| EVENEMENTS | DATE | LIEUX | ORGANISATEURS/CONTACTS |
|---|---|---|---|
| Planification du développement durable | 18 janvier et 28 février 2021 | En ligne | https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements |
| Assises africaines de l'intelligence économique<br>1er au 3 septembre 2021 | Février 2021 | Congo | communication@assises-africaines-ie.org |
| Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires | 17 au 18 février 2021 | France | https://rsepconferences.com/active-conference-sub items/submit-here/ |
| Septième session du forum régional africain sur le développement durable | 1 au 4 mars 2021 | Brazzaville, Congo | https://www.uneca.org/fr/ ev%C3%A8nements |
| Salon International du Plastique | 2 au 5 Mars 2021 | Tunisie | http://www.plasticexpo.com.tn/ |
| salon international de l'industrie et de l'industrie du futur | 16 au 19 mars 2021 | Lyon, France | Global-industrie.com |
| Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique | 17 au 23 mars 2021 | Addis-Abeba | Papersmart.uneca.org |
| INTERMAT | 19 au 24 avril 2021 | Paris, France | www.intermatconstruction.com |
| Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe | 7 et 8 avril 2021 | Marseille, France | emergingvalley.com |
| Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech | 20 au 22 avril 2021 | | collisionconf.com |
| salon international du Food service | 29 mai au 2 juin 2021 | France | sirha.com |
| 4e Conférence mondiale sur le teck | Du 23 au 26 août 2021 | Accra, Ghana | www.worldteakconference2020.com<br>infowtc2020@gmail.com |

# HOROSCOPE finance

**Bélier** Vous serez tenté de prendre des risques financiers. Evidemment, vous aurez une possibilité sur deux de perdre gros, car les astres garderont une singulière neutralité. Mais vous pourrez aussi réaliser des gains intéressants, à condition de ne pas vous lancer complètement à l'aveuglette. Une opération financière bien montée pourra vous permettre de tirer habilement votre épingle du jeu.

**Taureau** La journée sera favorable aux investissements. Mais il serait peut-être opportun de consulter un psychologue à propos de vos associés. Aujourd'hui, vos intérêts financiers seront bien soutenus, et vos affaires devraient connaître une activité supérieure à la normale.

**Gémeaux** Méfiez-vous des risques financiers excessifs. Si vous souhaitez effectuer une opération boursière de grande envergure, prenez conseil d'un spécialiste, car vous n'aurez pas toute la faveur des astres.

**Cancer** Avec cet aspect de Pluton, vous pouvez espérer une nette amélioration de votre situation matérielle. Vous allez bénéficiez de rentrées d'argent plus confortables, et mettre à profit vos talents de gestionnaire pour mieux organiser votre budget. Mais attendez d'avoir stabilisé vos comptes avant de vous lancer dans un achat coûteux.

**Lion** Votre âme de collectionneur se réveillera sous l'influence de Jupiter. Et vous serez prêt à payer très cher pour acquérir des objets de valeur, meubles ou tableaux. Néanmoins, n'empruntez pas pour acheter.

**Vierge** Cette configuration de Saturne vous rendra fort impatient de régler vos problèmes pécuniaires. Seulement, à vouloir aller trop vite en besogne, vous risquez de commettre de belles erreurs.

**Balance** Avec cet aspect de Jupiter, il y aura de fortes probabilités pour que vous soyez le favori de la chance dans le domaine financier. Cela dit, ne tentez pas le diable : ne vous précipitez pas dans un magasin d'informatique, de hi-fi ou une bijouterie sans réfléchir. Attendez d'avoir vu votre compte en banque s'arrondir avant de vous lancer dans des achats.

**Scorpion** Vous risquez de vous retrouver face à des échéances financières désagréables. Il serait grand temps de vous occuper de votre situation et d'éviter de dépenser à tort et à travers. Si vous vous montrez raisonnable, les choses vont s'arranger pour vous. Dans le cas contraire, des sueurs froides vous sont promises !

**Sagittaire** Votre vie financière sera momentanément mise en vedette par les astres. Vous devriez pouvoir en profiter pour améliorer votre situation. Attention cependant ! Montrez-vous très prudent si vous devez investir de l'argent dans une entreprise à laquelle participent certains de vos amis. Attention également si l'un de vos amis souhaite vous emprunter de l'argent : cela risque de compromettre votre relation.

**Capricorne** Vous aurez tendance à manquer de rigueur dans la gestion de vos finances. Faites un petit effort de discernement et d'économie, ou vous finirez par compromettre gravement votre équilibre financier.

**Verseau** Votre clarté d'esprit et vos capacités intellectuelles vous permettront de régler vos problèmes financiers. Ne négligez pas les avis de votre entourage, on pourrait vous donner de bons conseils.

**Poissons** Il faudra vous montrer modéré et circonspect dans vos dépenses. Réglez vos créanciers si vous ne voulez pas avoir de sérieux ennuis.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

*Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières*

Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel ( derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

**Administrateur Général**
Léonard DOSSOU

**Administrateur délégué**
Anicet Carlos Oké

**Directeur de publication**
Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

**Rédacteur en chef**
Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

**Chef d'édition**
Yves K.ADJANOUVI

**Rédacteurs**
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAKPABEM
Junior OREDOLA
Bernard D. AFAWOUBO

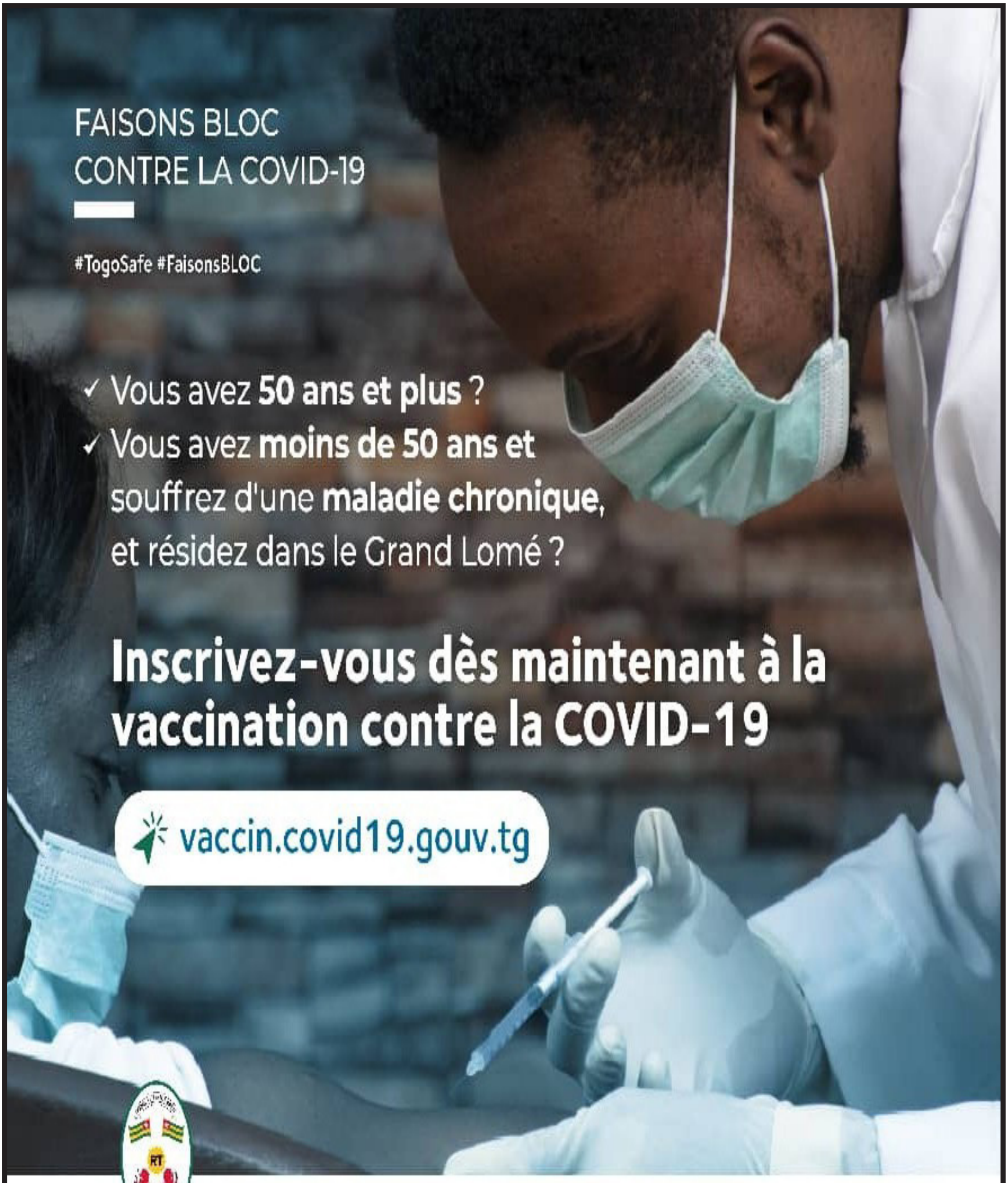
**Direction commerciale**
Madjé Wellda AKUE
00228 97 25 84 84

**Correcteur**
Michel Yao AYEVA

**Graphiste**
Gisèle NOUDAÏKPON

**Imprimerie**
J.C. Inter press

**Tirage: 5000**


FAISONS BLOC
CONTRE LA COVID-19
#TogoSafe #FaisonsBLOC
✓ Vous avez 50 ans et plus ?
✓ Vous avez moins de 50 ans et souffrez d'une maladie chronique, et résidez dans le Grand Lomé ?
Inscrivez-vous dès maintenant à la vaccination contre la COVID-19
vaccin.covid19.gouv.tg
RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Coordination Nationale de Gestion de la Riposte contre la COVID-19
CORONAVIRUS AU TOGO
@Covid19TG

## Vaccin contre la covid-19

# Le Togo attend 3 millions de doses

***Démarré depuis le 10 mars 2021, la campagne de vaccination contre la covid-19 se poursuit au Togo. Dans une émission sur la radio privée Victoire FM, le 20 avril, le ministre en charge de la communication a annoncé que le pays devrait recevoir plus de trois millions de doses de vaccins dans les mois à venir.***

● *Eyram AKAKPO*

Le gouvernement togolais dans le but de parvenir à l'immunité collective réorganise sa stratégie vaccinale avec l'installation des équipes de vaccination dans de grands centres et stades. Pour pouvoir vacciner la majorité de la population, le pays devrait recevoir plus de trois millions de doses de vaccins d'ici le mois d'août. L'information a été donnée le mardi dernier par le ministre en charge de la communication Akodah Ayéwouadan. Sur la base de ses différents engagements, le pays, qui a déjà réceptionné 200 000 doses d'AstraZeneca via l'initiative Covax et l'Union Africaine, a en effet « lancé de grandes manœuvres auprès de différents partenaires », annonce le portail officiel de la République togolaise. « La campagne de vaccination est passée à une nouvelle phase et nos concitoyens doivent être rassurés en ce qui concerne la disponibilité des doses de vaccin, parfaitement traçables », a indiqué le porte-parole du gouvernement. « La clé que nous avons, en marge du respect des gestes barrières, c'est la vaccination, et si une personne sur deux se fait vacciner, cela reste insuffisant », a-t-il ajouté. Il reconnait par ailleurs un léger mieux obtenu au niveau de la courbe de contamination, grâce aux récentes mesures gouvernementales. Toutefois, prévient-il, « l'équilibre reste précaire ». En attendant les trois millions de doses, « des livraisons sont attendues cette semaine, afin de poursuivre la campagne vaccinale qui est entrée depuis lundi dans une nouvelle dimension », rapporte le site. A en croire le président de la cellule nationale de riposte contre la pandémie de Covid-19, Djibril Mohaman, plus de 160 000 doses du vaccin AstraZeneca ont été déjà administrés sur l'ensemble du territoire à ce jour et la capitale, Lomé, totalise le plus fort taux de contamination avec 80 %. L'Afrique représente selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), 2% des doses administrées contre la covid-19 dans le monde.

## Coronavirus

# Impact de la pandémie sur le commerce africain

***La pandémie de covid-19, a eu des impacts sur l'économie nationale et africaine. Confinements, fermeture d'entreprises, interruption des chaînes de logistiques nationales et internationales ou encore restrictions des voyages non-essentiels, ce sont autant de mesures prises par les gouvernants africains pour briser la chaîne de contamination de la maladie. Ces mesures ont effet conduit à une baisse significative de la croissance africaine et sur le commerce du continent.***

● *Emanuel AKAKPO*

En Afrique, bien que le nombre de cas liés à la covid-19, semble être relativement plus bas comparativement aux autres régions du monde, les chocs imminents de la pandémie ont eu des effets dévastateurs sur les systèmes et institutions du continent entrainant de ce fait une urgence sociale et économique. En effet, les conséquences de la pandémie liée au covid-19 a poussé les pays africains à réexaminer leurs régimes de commerce et d'investissement. Surtout que la pandémie a mis en exergue la dépendance aux longues chaînes d'approvisionnement au niveau mondiale, ainsi que le manque de stocks stratégiques de fournitures d'urgence et de marchandise. Aussi, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLCAF) qui devrait être opérationnelle en juillet 2020, a été repoussée à une date ultérieure. Selon de nombreux analystes, « la pandémie du covid-19 porte un coup de frein à l'essor du commerce africain. Le double choc de l'offre et de la demande a entraîné des coups d'arrêt dans la production de masse et une désorganisation des chaînes d'approvisionnement, ce qui aura des répercussions dans tous les secteurs de l'économie mondiale ». Cet effet dévastateur du Covid-19 en Afrique, illustre la vulnérabilité commune du continent au-delà des frontières. Et pour la Banque Africaine de Développement (BAD), une approche holistique, globale, et coordonnée est nécessaire. Pour ce faire, l'urgence est de renforcer le dialogue entre les gouvernements et les institutions de financements de développement, assouplir les critères d'accès au crédit et utiliser les systèmes de garantie mis en place par les gouvernements. Ceci avec pour objectif, « d'augmenter la liquidité des banques en difficultés ».

### Les institutions de Bretton Woods ont mis la main à la poche

Il est à rappeler que pour faire face à la crise, des groupes tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque européenne d'investissement mettent des fonds à la disposition du continent africain sous forme de prêts. Toutefois la crise pandémique actuelle, offre une opportunité d'explorer de nouvelles stratégies pour diversifier les économies africaines et limiter leur dépendance aux financements extérieurs en promouvant le commerce et une forme régionalisée de mondialisation. « La pandémie de la covid-19 pose un défi de taille aux dirigeants africains et il est impératif qu'ils travaillent en étroite collaboration avec des scientifiques et des experts en politiques de développement pour concevoir des actions réalisables », a déclaré Omar THIAM, Économiste et directeur de l'École de Management et de la recherche du groupe ISM au Sénégal. Puisque selon lui, l'Afrique regorge en son sein d'énormes potentialités pour diversifier son économie limitée sa dépendance.

## Branchements et raccordements

# La CEET en campagne promotionnelle

***La Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) mène une campagne promotionnelle sur ses branchements et raccordements à l'électricité, selon un communiqué cité par l'agence AfreePress.***

L'opération a lieu du 14 avril au 14 juillet 2021 et ne concerne que des préfectures situées dans les régions des Savanes et de la Kara. Il s'agit de Cinkassé, Tône, Tandjouaré, Kpendjal, Oti, Dankpen, Bassar, Binah, Kozah et Kéran. Cette nouvelle campagne promotionnelle vise à « faciliter l'accès à l'électricité aux populations rurales », et porte sur le coût d'accès à l'énergie sur les branchements et raccordements. La CEET fixe en effet, sur la période et dans les localités susmentionnées, l'obtention du compteur « Lafia 2 fils 5 A à partir de 20 000 Francs CFA », selon son communiqué publié ce mercredi 21 avril. A noter que seulement 6 % de la population rurale a accès à l'électricité en 2016 contre 35,63% au niveau national. Dans ce contexte, le gouvernement s'était engagé à porter le taux d'accès à l'électricité à 60% et à 16% respectivement au niveau national et en milieu rural à l'horizon 2022.

***Avec togobusinessnews.com***

## Euro 2020

# Didier Deschamps dévoilera sa liste à la mi-mai

***Le temps passe de plus en plus vite avant l'Euro 2020 qui se déroulera du 11 juin au 11 juillet prochain. Sélectionneur des Bleus, Didier Deschamps va devoir se creuser la tête puisqu'il a un peu moins d'un moins pour affiner sa liste de joueurs pour la compétition.***

D'après les informations de L'Équipe, le champion du monde 2018 pourrait prendre la parole le mardi 18 mai même si la date n'a pas encore été officiellement fixée. Il la dévoilera en direct au sein des bureaux de la Fédération Française de Football. Une nouveauté car il ne sera pas sur un plateau de télévision. Les droits de l'équipe de France sont partagés par TF1 et M6, ce qui fait que les deux chaînes diffuseront l'annonce de la liste lors de leur journal du soir, le 20 heures de TF1 et le 19:45 de M6. Deux envoyés spéciaux des deux chaînes seront à la FFF avec Didier Deschamps pour décortiquer sa liste.

***Avec footmercato.net***

## Baromètres Togo

| Référentiel | |
|---|---|
| **Valeur** | **Sources** |
| Superficie : 56 600 km² | Populationdata |
| Population : 7 889 094 habitants (2018) | Banque mondiale |
| Croissance démographique : 2,42 % / an | Populationdata |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017) | Populationdata |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017) | Populationdata |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016) | Populationdata |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017) | BAD |
| Smig : 35 000 FCFA (2012) | CCI |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C | COFACE |
| Taux de scolarisation : 83% | INSEED |

| | |
|---|---|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso | |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés | |
|---|---|
| **Valeur** | **Sources** |
| Taux de croissance : 5,1 (2019) | CNC |
| Pib/hbt : 672 Dollars US | populationdata |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019) | CNC |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017) | BCEAO |
| Dette publique : 72% du Pib (2018) | FMI |
| Taux de chômage : 3,4% (2015) | PNUD |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF |
| Notation financière : « B » (Mai 2019) | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017) | Populationdata |

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force d'unir notre professionnalisme pour satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité

LA MAIN DU MARBRE - Sarl

LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56